

La Géorgie bat les néocons | Bidzina Giorgobiani

La Géorgie veut la neutralité ! C'est la leçon tirée de décennies de dépendance directe et indirecte vis-à-vis de l'étranger. Quiconque se trouve dans une position géopolitique intermédiaire ne peut se protéger qu'en ne prenant part à AUCUN des camps rivaux. Aujourd'hui, je m'entretiens avec le politicien géorgien Bidzina Giorgobiani, qui a récemment fondé avec ses compagnons un parti ayant fait de la neutralité son mot d'ordre. Nous allons discuter aujourd'hui de ce que cela signifie et de l'article constitutionnel relatif à l'OTAN. Soutenez-nous : Substack : <https://pascallottaz.substack.com>
TimeStamps 00:00 À propos de Bidzina Giorgobiani 03:50 Pourquoi la Géorgie devrait devenir neutre 07:57 Pro-russe ou résolument pro-géorgien ? 16:56 Abkhazie, Ossétie du Sud et réunification 26:17 Relations avec la Turquie et l'Union européenne 31:08 Libre-échange et politique étrangère multivectorielle 41:03 OTAN, UE et neutralité dans la Constitution

#Pascal

Bienvenue à nouveau sur Neutrality Studies. Aujourd'hui, on parle en allemand, parce que je discute avec un collègue géorgien qui a passé de nombreuses années en Allemagne et qui préfère donc s'exprimer en allemand. J'ai avec moi Monsieur Bidzina Giorgobiani. Je m'excuse si je prononce mal ton nom. Bidzina est l'un des fondateurs du parti politique United Neutral Georgia, ou en français, Géorgie Unie et Neutre. Cher Bidzina, bienvenue.

#Guest

Bonjour Pascal, je suis ravi d'être là.

#Pascal

Je suis ravi de t'avoir avec nous. On s'est aussi rencontrés récemment en Géorgie. Tu travailles, avec tes camarades, à la création d'un parti politique. Pour l'instant, il n'est pas représenté au Parlement, mais vous visez à obtenir des sièges lors des élections législatives de l'an prochain. Et vous portez une vision très particulière pour la Géorgie, qui m'intéresse beaucoup dans le cadre des études sur la neutralité. Mais avant de parler de la vision de politique étrangère de ton parti – ou de votre parti –, dis-nous peut-être brièvement : pourquoi parles-tu si bien allemand, quel est ton rôle au sein du parti, et pourquoi ta signature figure-t-elle sur la déclaration d'indépendance de la Géorgie ?

#Guest

Oui, je suis signataire. Ma signature figure sur la déclaration d'indépendance, comme je l'ai dit. C'était le neuf avril mille neuf cent quatre-vingt-onze, quand la Géorgie a proclamé son indépendance, à l'époque du premier Parlement. J'étais membre de ce premier Parlement géorgien, oui. Après le coup d'État, j'ai vécu à Berlin entre mille neuf cent quatre-vingt-quinze et deux mille quatre. Ensuite, je suis retourné en Géorgie pendant environ sept mois, puis a commencé, disons, ma deuxième période d'exil, de nouveau à Berlin. C'était entre deux mille cinq et deux mille treize.

#Pascal

Je suis en Géorgie depuis mai deux mille treize.

#Guest

Avec mes amis et les personnes qui soutiennent la neutralité, nous avons fondé un parti. Au début, on a créé une association, un mouvement sous forme d'ONG. Puis, en décembre deux mille vingt-cinq, nous avons lancé le parti. Comme je l'ai déjà dit, il s'appelle Géorgie Neutre Unie. Et moi, je suis le secrétaire politique de ce parti. Nous avons déjà annoncé que nous participerons aux élections législatives de deux mille vingt-huit. Nous nous préparons activement. Nous sommes déjà présents dans tout le pays, avec neuf représentations régionales créées jusqu'à présent. Et ce samedi, nous allons inaugurer une nouvelle antenne en Géorgie occidentale. Bref, nous nous préparons sérieusement... je veux dire, pour les élections parlementaires.

#Pascal

Comment toi, ou vous, ton groupe, en êtes-vous arrivés à vouloir défendre un modèle de Géorgie neutre ? Je veux dire, la Géorgie a traversé énormément de choses ces trente dernières années. En mille neuf cent quatre-vingt-onze, tu avais, je crois, vingt-cinq ans, c'est ce que tu as dit, et tu as connu la Géorgie encore comme partie de l'Union soviétique — tu y es né, tu y as grandi. Puis sont venues ces années très mouvementées, qui ont apporté d'un côté plus de possibilités démocratiques, mais qui, de l'autre, ont aussi poussé des gens comme toi à l'exil, sous différents gouvernements. Alors, pourquoi cette cause te tient-elle aujourd'hui autant à cœur ? Pourquoi veux-tu que la Géorgie reste en dehors de ces jeux de grandes puissances ?

#Guest

Fort de notre expérience au fil des décennies et de toute la période d'indépendance de la Géorgie – de notre grande expérience, donc – nous sommes des responsables politiques qui ont tiré les leçons de leurs erreurs. Malheureusement, nous avons commis de graves erreurs, qui ont suscité beaucoup d'espoirs chez nos partenaires occidentaux. Le drame qui s'est joué en Géorgie en deux mille huit, et auparavant dans les régions d'Abkhazie et de Tskhinvali, a montré une chose : dans ces conflits, la Géorgie était seule, sans aucune aide venue de l'étranger. Il ne s'agit pas seulement d'aide militaire,

mais aussi de soutien politique. Oui, les médias occidentaux et certaines organisations internationales ont apporté leur appui, mais cela n'a pas suffi pour un petit pays situé aux portes de l'Europe, dans une situation très complexe, entre la Russie, la Turquie et l'Iran – avec, en plus, des intérêts de la part de l'Union européenne, des États-Unis d'Amérique et de la Chine.

Alors, la situation est d'un côté très bonne sur le plan de la coopération économique. Mais de l'autre, elle est aussi dangereuse, parce que chaque grand acteur politique veut avoir ici son influence, et chacun a ses propres intérêts. C'est pour cette raison, après de longues réflexions et beaucoup d'expérience, comme je l'ai déjà dit, que nous avons finalement élaboré ce concept : la neutralité. Et pour le Caucase du Sud, la neutralité est, pour le développement économique et politique durable et à long terme de la Géorgie, le meilleur concept et la meilleure base politique pour l'avenir du pays.

#Pascal

Il y a des gens qui vous reprochent que ce mot d'ordre de neutralité ne serve en réalité qu'à masquer des sentiments anti-occidentaux. Ils disent que, pour ton parti, mais aussi pour le parti actuellement au pouvoir, l'objectif principal serait de se rapprocher de la Russie. Qu'est-ce que tu réponds à ça ? En gros, l'accusation, c'est : vous êtes contre l'Europe, vous êtes contre l'Occident. Comment tu réagis à ce genre de critique ?

#Guest

Et je dis aussi qu'il existe de la propagande orientée vers la Russie.

#Pascal

Oui, que vous êtes pro-russes. Exactement, la propagande qui dit que vous êtes pro-russes.

#Guest

Comment tu réponds à ça ? C'est donc de la pure propagande. C'est une idée fausse, qui vient de quelqu'un qui n'est pas vraiment impliqué, mais qui se base sur des informations venues de je ne sais où. On a lu qu'on serait prorusse ou anti-occidental. En réalité, on est pro-géorgien. On est tournés à la fois vers l'Ouest, vers l'Est, et ainsi de suite. C'est ça, pour nous, la vraie question. Le concept de neutralité, ça ne veut pas dire qu'on suit un dogme ou quoi que ce soit de ce genre. D'ailleurs, dans notre Constitution, à l'article soixante-dix-huit, il est écrit que chaque autorité géorgienne doit tout faire pour favoriser l'intégration nord-atlantique et pro-occidentale du pays. Mais en pratique, c'est presque impossible, parce que la Géorgie n'a pas de frontière directe avec l'Union européenne, déjà pour commencer.

Deuxièmement, la Géorgie se trouve, comme je l'ai déjà expliqué, entre l'Asie et l'Asie du Nord. Le Proche-Orient, les pays du Proche-Orient – la Turquie, l'Iran, la Russie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie – et

la Géorgie n'a pas de frontière directe avec l'Union européenne. Une intégration complète et totale dans l'Union européenne est donc pratiquement impossible. Alors, oui, il y a la mer, la mer Noire, cette frontière dont nos politiciens pro-occidentaux disent qu'elle nous relie à l'Union européenne... mais en réalité, c'est la mer, rien d'autre. L'Union européenne a aussi des frontières maritimes avec le Japon et avec d'autres continents. Nous, nous sommes un parti qui évalue la situation géographique de façon réaliste. Nous n'allons pas à l'encontre de la géographie, tout simplement.

Le politicien est donc impuissant. Nous sommes des Fortunaziens, nous sommes là où nous sommes. Nous ne venons pas d'une autre ville, nous vivons ici depuis des millénaires. La culture géorgienne et l'État géorgien sont très anciens. Cette culture a été un pont entre le monde chrétien et l'Asie. Et, au fil de l'histoire, nous avons fait d'immenses efforts pour notre christianisme et pour notre culture. En ce qui concerne les relations entre la Géorgie et l'Union européenne, nous travaillons bien sûr à une coopération très étroite avec l'Europe. Mais depuis deux mille vingt-quatre, nous sommes très surpris de ce que Bruxelles et cette bureaucratie bruxelloise font contre le gouvernement géorgien.

Ils financent pratiquement directement des troubles, et ils soutiennent ici, sur le plan politique et financier, ces groupes extrémistes en Géorgie, pour organiser des émeutes et des révolutions dans les rues. Ces partis sont financés et soutenus depuis Bruxelles et par d'anciennes administrations américaines, par Blinken, Biden, et toute l'ambassadrice ici en Géorgie. Elle était pratiquement un slogan contre l'État géorgien, et elle a donc mené cette révolution avec l'aide et le financement de l'USAID, de la SIDA et d'autres fondations. Les extrémistes géorgiens, qui reçoivent cet argent venant de l'Ouest, se retrouvent maintenant pratiquement impuissants, parce que la Géorgie a adopté une loi — une traduction directe d'une loi américaine — la loi FARA, comme on l'appelle, traduite en géorgien, et le Parlement l'a votée. Et tout de suite, les protestations sont venues de l'Ouest : "Ah, c'est une loi russe." Oui, exactement.

#Pascal

Juste pour situer un peu le contexte : le FARA, le Foreign Agents Registration Act, c'est-à-dire la loi sur l'enregistrement des agents étrangers. En gros, ce sont des personnes ou des institutions qui reçoivent un financement venu de l'étranger. Elles ne sont pas interdites, mais elles doivent se déclarer. Et la Géorgie a fait la même chose, elle a mis en place une loi similaire. Elle a dit : toute institution qui reçoit, je crois, plus de cinquante pour cent, ou peut-être quarante pour cent de ses fonds de l'étranger, doit le déclarer, pour que l'État puisse montrer d'où vient l'argent. Donc, en principe, c'est une loi sur la transparence. Mais pour ça, la Géorgie a été extrêmement critiquée par l'Europe, par l'Union européenne, qui a dit que cette loi aurait un effet dissuasif, et qu'elle visait les ONG, les droits humains, la liberté de la presse, et ainsi de suite.

#Guest

Oui, mais c'est étrange, presque tous les pays européens ont déjà une loi comme ça... Enfin, chaque pays a déjà adopté ce genre de loi par lui-même...

#Pascal

Une loi similaire. Oui, chaque pays a une loi de ce genre.

#Guest

Oui, encore plus strict et plus sévère que la loi géorgienne. Selon la loi géorgienne, comme je l'ai déjà dit, elle est traduite mot pour mot en géorgien, avec chaque point et chaque virgule du texte américain, celui de la loi FARA. Et cette loi est entrée en vigueur en deux mille vingt-cinq. À partir de là, ces groupes extrémistes ont été pratiquement très limités dans leurs activités. Et leurs activités, c'était, comme je l'ai dit, des émeutes et des affrontements de rue, directement. C'était à la fin de l'automne deux mille vingt-quatre et au printemps deux mille vingt-cinq. À ce moment-là, il y a eu en Géorgie de véritables affrontements de rue contre les forces de l'ordre, contre la police, et de nombreux policiers et civils ont été blessés.

#Pascal

Alors, toi et ton parti, vous considérez ça comme une ingérence venant de l'étranger, de l'Union européenne, en Géorgie. En même temps, la Géorgie a toujours ce problème : deux de ses provinces sont encore occupées par la Russie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Et le nom de ton parti, c'est « Géorgie unie et neutre ». J'imagine que le mot « unie » fait aussi référence à ces deux provinces. Donc, votre parti n'est sans doute pas favorable à l'idée de céder ces provinces à la Russie, si je comprends bien ?

#Guest

Bien sûr, ces provinces séparatistes en Abkhazie et en Géorgie. Donc, si la Géorgie rejoint l'Alliance atlantique, ça veut dire qu'on perdra ces provinces pour toujours. Elles ne reviendront plus, oui.

#Guest

La puissance nucléaire qu'est la Russie ne permettra jamais que ses voisins directs laissent entrer sur leur territoire une arme de l'OTAN. Et cela veut dire que nous sommes dans une situation de grand danger. En ce qui concerne l'Abkhazie et Tskhinvali, la neutralité est, de notre point de vue, la seule option. C'est la seule manière, un jour, de pouvoir, à travers cette nouvelle configuration économique et politique qu'on appelle le corridor central dans le Caucase du Sud, parvenir à un accord avec nos compatriotes en Abkhazie et à Tskhinvali, et d'envisager ensemble un avenir commun.

Si la Géorgie veut rejoindre uniquement ce parti nord-atlantique... eh bien, l'avenir de cette alliance nord-atlantique, de notre point de vue, reste une grande question. Parce que même cette alliance s'est transformée en une sorte de société anonyme. Là-bas, on ne parle plus que de parts du produit

intérieur brut, de qui contribue combien, de qui verse combien à l'OTAN. On parle de ça bien plus que de défense, ou des pays qui en font déjà partie. Prenons par exemple les pays baltes. Eux non plus ne se sentent pas en sécurité avec les règles de l'OTAN. Leur appartenance à l'OTAN ne les rassure pas. Ils demandent toujours plus, encore et encore, de protection.

Et pour ce qui concerne la Finlande, les nouveaux membres, la Finlande et la Norvège... pardon, la Suède... c'est aussi une question. Est-ce qu'ils ont gagné en sécurité, ou bien est-ce qu'ils ont maintenant plus de risques du côté russe ? De notre point de vue, la neutralité, pour le Caucase du Sud et pour toute la région, pas seulement pour la Géorgie et pour l'Europe, mais aussi pour l'Azerbaïdjan et pour l'Arménie, reste une option très prometteuse pour l'avenir. Mais en ce qui concerne ces territoires séparés, comme je l'ai déjà dit, la neutralité est la seule voie possible si nous voulons, un jour, construire avec les partis politiques locaux et la population, une vie commune et un avenir partagé.

#Pascal

Alors, si je te comprends bien, l'idée, c'est que la neutralité de la Géorgie serve aussi à faire passer un message à la Russie : nous ne sommes pas une menace pour toi, nous cherchons même à résoudre des problèmes. S'il te plaît, rends-nous nos territoires. En même temps, il s'agit d'ouvrir un dialogue avec les habitants des deux provinces, pour leur dire : on peut construire ensemble une structure commune. Pas contre la Russie, mais avec la Russie. Et pas contre l'Union européenne, mais avec l'Union européenne – sans pour autant entrer dans les structures de l'Union ni dans celles de l'OTAN. Le but, c'est d'éliminer tout potentiel de menace qui pourrait venir de la Géorgie. En clair, la Géorgie n'attaquera jamais la Russie, n'attaquera jamais la Turquie, n'attaquera jamais l'Iran. Donc, elle ne représente aucun danger et peut coopérer avec tout le monde.

#Guest

Vous avez parfaitement compris et interprété ce que j'ai dit. C'est exactement ça. La Géorgie et le Caucase du Sud... nous, nous ne voyons pas cette région comme une zone de tension. Mais en réalité, depuis aujourd'hui et pendant toute la période d'indépendance, depuis environ trente-cinq ans, la Géorgie et le Caucase du Sud sont bel et bien une zone de tension. De ce territoire, du Caucase du Sud, sont venues des menaces contre la Russie et contre nos autres régions voisines. Il y a eu la guerre en Tchétchénie, la guerre en Abkhazie, la guerre au Karabakh, ici à Tskhinvali, et ainsi de suite. Il y a aussi eu des tensions sociales, des guerres civiles, et toute cette histoire a été vraiment terrible. Et maintenant, nous voulons avancer pas à pas. Comme je l'ai déjà dit, nous voulons, en tant que parti parlementaire, obtenir une légitimité pour cette neutralité en Géorgie — d'abord en Géorgie — et, à partir de là, créer une plateforme politique pour toute la région.

Oui, c'est exact, comme vous l'avez déjà interprété, ce que j'ai voulu dire, c'est que nous proposons cela de cette manière. Bien sûr, la Russie ne renonce pas facilement à ce qu'elle a conquis par la force militaire. Elle ne le cède pas volontairement. Mais, comme je l'ai dit, nous devons utiliser la

situation économique et politique actuelle. Le Caucase du Sud est une région de concurrence qui relie la Chine, l'Asie centrale, l'Europe et le Proche-Orient. Et nous devons y créer une sorte de communauté économique et politique, une coopération économique avec la Russie, y compris avec la Russie, l'Abkhazie et aussi Tskhinvali. Parce que nous ne devons pas ignorer la partie abkhaze ni celle de Tskhinvali. Elles doivent être intégrées à cette coopération. Et nous devons trouver une forme de vie commune, des options politiques communes, afin de fonder un avenir politique en Géorgie.

#Pascal

Et comment devrait se présenter, selon toi, la coopération, par exemple avec la Turquie, et celle avec l'Europe, donc avec l'Union européenne ? Comment tu imagines ça, dans un monde idéal ? Quelle politique étrangère la Géorgie mènerait-elle alors vis-à-vis de l'Union européenne et de la Turquie ?

#Guest

Oui, nous avons un accord de partenariat stratégique avec la Turquie. Avec l'Azerbaïdjan aussi. Il existe des accords de partenariat tripartites entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Nous sommes très étroitement liés. Même la Turquie a une grande expérience dans ses relations avec l'Union européenne – comme on dit, aussi bien en Europe qu'en Turquie. Nous entretenons aujourd'hui des relations de bon voisinage, économiques et politiques, très solides avec la Turquie. Il y a environ un mois, une ligne de chemin de fer a été inaugurée entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie. Et je veux dire, je crois qu'il existe toujours l'ancien oléoduc venant d'Azerbaïdjan et d'Asie centrale, et le gaz continue aussi de circuler vers l'Europe.

Le gaz d'Azerbaïdjan passe par la Géorgie pour aller en Europe. En fait, il est relié à l'Italie, et la plupart de ce gaz naturel azerbaïdjanais traverse la Géorgie pour arriver en Italie. Et, de façon assez étrange, les délégations européennes de femmes venues de Bruxelles se rendent très souvent dans le Caucase, elles parlent avec l'Azerbaïdjan et avec Erevan, avec Monsieur Pachinian, mais elles ignorent complètement la Géorgie. C'est vraiment curieux, ça donne une impression très étrange. Avant-hier, Kaja Kallas a déclaré que l'Union européenne et Bruxelles n'avaient aucun dialogue avec le gouvernement géorgien. C'est comme ça. Une phrase remarquable, venant de la Commission des affaires étrangères de l'Union européenne. Oui, c'est sans précédent dans l'histoire. Ils veulent considérer le Caucase du Sud comme une région unie, mais l'accès à la mer Noire, il n'y a que la Géorgie qui l'a. Et pourtant, ils l'ignorent tout simplement.

Et c'est une vengeance politique contre ce gouvernement. Ce gouvernement a refusé de soutenir toute option d'entrée en guerre ou de sanctions imposées directement par la Géorgie contre la Russie. Oui, bien sûr, le gouvernement géorgien a approuvé toutes les sanctions décidées par les organisations internationales, les grandes organisations mondiales. Mais nous, en Géorgie, nous ne sommes pas motivés à nous imposer des sanctions nous-mêmes. Et l'Union européenne, donc

Bruxelles, surtout, cette bureaucratie veut que la Géorgie fasse un pas suicidaire et impose ses propres sanctions contre la Russie – des sanctions économiques, je veux dire. Ce serait fatal pour l'économie géorgienne, et la Géorgie ne peut pas se le permettre. C'est très dangereux pour l'économie du pays et pour l'État géorgien. Et donc, comme je l'ai dit, cette attitude, cette ignorance, c'est une vengeance de Bruxelles, de Madame von der Leyen, de Madame Kallas, et de plusieurs autres.

#Pascal

Mais justement, la Géorgie devra aussi vivre avec l'Union européenne, ou plutôt avec les États européens. Quelle serait alors ta vision, ou celle de ton camp, d'une coopération constructive avec les Européens ? Comment aimeriez-vous que cette collaboration se fasse, idéalement ? Si vous ne faites pas partie de l'Union européenne, donc si vous n'êtes pas un État membre, de quelle manière préféreriez-vous travailler avec le marché européen, et plus largement avec l'Europe ?

#Guest

Nous avons conclu un accord de libre-échange avec l'Union européenne. Nous sommes un pays candidat à l'adhésion. Mais pour moi, cet accord de libre-échange est plus acceptable. Parce que, comme je l'ai déjà dit, notre vision, c'est que la Géorgie doit garder les mains libres, sur le plan politique comme sur le plan économique. Nous devons être un pays de liaison, entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest. Pas un membre de l'Union européenne, mais un partenaire avec un accord de libre-échange, des règles commerciales claires et de bonnes relations de voisinage avec l'Union européenne. Et sur le plan économique, il faut être clair : si la Géorgie était aujourd'hui membre de l'Union européenne, nous ne pourrions pas accueillir directement des touristes venant de Russie, du Kazakhstan ou de Chine, parce que les règles de l'Union européenne l'interdiraient.

Cela concerne aussi le commerce avec la Russie, le commerce de l'énergie, avec la Russie, avec l'Azerbaïdjan, avec la Turquie. Donc, notre plus grand partenaire aujourd'hui, en ce qui concerne le vin géorgien, c'est devenu la Chine. Pas la Russie, mais la Chine. Et ça veut dire que, quand un négociant en vin français vend en Chine, il doit payer environ quarante pour cent de droits de douane. La Géorgie, elle, a un accord de libre-échange avec la Chine, donc nous n'avons pas de droits de douane. Cela montre que nous sommes une région très particulière. Et cette adhésion à l'Union européenne, comme je l'ai déjà dit au début, est irréaliste — géographiquement, économiquement et aussi politiquement.

Parce que je connais très bien ces règles, ces critères que les pays candidats à l'Union européenne doivent remplir. Et ces critères sont devenus encore plus nombreux depuis que la Turquie est candidate à l'adhésion. Plusieurs critères ont été ajoutés à l'époque. Et ces critères sont tellement stricts et irréalistes pour la Géorgie – d'abord sur le plan géographique, ensuite sur le plan

économique – que nous préférons rester une zone de libre-échange pour l'Union européenne et pour l'Europe. Pour nos voisins aussi, plutôt que de rester encore des années dans une attente sans fin, comme la Turquie et d'autres pays.

#Pascal

Oui, et ce n'est pas seulement la question de la file d'attente, mais aussi le problème que, quand on devient membre d'un club, il faut en accepter les règles. Et à ce moment-là, ce sont les règles de ce club qui s'appliquent, plus les siennes propres. Un pays comme la Belgique peut bien sûr en tirer beaucoup d'avantages, puisqu'il est au cœur de l'Europe et intégré à l'Union européenne. Mais la Géorgie, elle, se trouve dans une situation tout à fait différente. Ses relations économiques avec la Russie, avec l'Europe, avec l'Asie sont tout aussi importantes, voire plus importantes, que celles avec l'Union européenne. C'est pourquoi la Géorgie a besoin, d'une manière ou d'une autre, d'une politique étrangère capable de s'adresser à tous ces espaces économiques. Et c'est comme ça que j'ai compris ce que tu m'as expliqué sur la politique étrangère multivectorielle.

#Guest

Exactement, exactement. Vous avez bien compris ? Des relations économiques multivectorielles, c'est ce que la Géorgie préfère, plutôt qu'un dogme consistant à ne s'intégrer qu'à l'Ouest. D'abord, comme je l'ai déjà dit, c'est géographiquement impossible, et économiquement, ce n'est pas avantageux pour la Géorgie non plus. Parce que, par exemple, depuis que la Géorgie est devenue pays candidat et qu'elle a signé un accord de libre-échange à Bruxelles, nous avons un solde commercial négatif avec l'Union européenne. C'est à peu près quatre-vingt-quinze pour cent contre cinq.

#Pascal

Alors, l'Union européenne... quatre-vingt-quinze pour cent arrivent en Géorgie, et la Géorgie peut en revendre cinq pour cent.

#Guest

Exactement, c'est bien ça. Oui, parce que même dans cet accord de libre-échange, il est écrit que la Géorgie peut produire jusqu'à deux cent vingt tonnes d'ail pour le marché européen sans payer de droits de douane. Après ça, chaque produit doit être taxé. Mais en réalité, l'Union européenne a tout laissé passer librement.

#Pascal

Je ne savais pas ça. Tu dis que deux cent vingt tonnes d'ail peuvent être exportées librement vers l'Union européenne, sans droits de douane. Mais au-delà de ces deux cent vingt tonnes, là, il y a des droits de douane. Donc, l'Union européenne a...

#Guest

Ce n'est pas seulement un accord de libre-échange. Ce n'est pas juste pour l'ail, mais pour tous les produits, donc tout ce qui concerne l'agriculture.

#Pascal

L'Union européenne protège toujours son agriculture. Ah, d'accord.

#Guest

Bien sûr qu'elle le fait. Par exemple, tout ce mouvement qu'il y a eu à Bruxelles, au printemps, contre l'accord Mercosur entre l'Union européenne et l'Amérique du Sud. C'était un grand mouvement. Les fabricants européens ont des lois de protection en Europe. L'Union européenne protège aussi ses producteurs. Bien sûr, c'est ce qu'ils font. Et cela nous motive, nous aussi, à protéger les fabricants et les producteurs géorgiens. Notre parti a d'ailleurs été fondé avec cette motivation : protéger les fabricants géorgiens, les producteurs locaux, par tous les moyens légaux possibles.

#Pascal

Donc, ni pro-Russie, ni pro-Union européenne, mais pro-Géorgie.

#Guest

C'est ça, notre point. Mais les gens qui, de façon dogmatique, pensent que la Géorgie doit absolument devenir membre de l'Union européenne, eux, ils ont fait de la propagande. Pour ces gens-là, si quelqu'un n'est pas pro-occidental, ça veut dire automatiquement que ses adversaires politiques sont pro-russes. Par exemple, si quelqu'un ne soutient pas la guerre entre la Russie et l'Ukraine, et qu'il parle davantage de paix que de guerre, il est tout de suite qualifié de prorusse. Immédiatement. Par ces médias qu'on appelle aujourd'hui... ces médias, comment dire... lesquels déjà ?

#Pascal

Courant dominant ?

#Guest

Le courant dominant, oui. Les médias mainstream... un mot qui sonne bien, hein ? Mais ce sont ces vilaines choses-là qui s'en occupent, oui.

#Pascal

Oui, alors justement, la couverture médiatique est très unilatérale. Mais j'aimerais revenir sur un autre point. Je ne suis pas sûr que cela ait été bien compris au début, parce que moi-même je ne le savais pas jusqu'à récemment : la Constitution géorgienne contient un article qui dit que la Géorgie doit tout faire pour rejoindre l'OTAN. C'est l'article soixante-dix-huit.

#Guest

Paragraphe soixante-dix-huit.

#Pascal

Cet article est assez récent, deux mille dix-sept, je crois. Non, non, c'est bien deux mille dix-sept. Donc, il a moins de dix ans. Sous le gouvernement actuel, celui du Rêve géorgien, cet article a été ajouté à la Constitution. Peux-tu expliquer rapidement pourquoi ? Pourquoi ce parti a-t-il fait ça ? Et ensuite, votre parti veut supprimer cet article et le remplacer par un article sur la neutralité. C'est bien de ça qu'il s'agit.

#Guest

Comme je l'ai dit, nous avançons avec cette loi. Maintenant, chaque autorité géorgienne doit tout faire pour intégrer la Géorgie dans les structures occidentales. Nous ne trouvons pas que ce qui est écrit dans la Constitution soit si grave. Ce n'est pas un dogme pour nous. Il y a aussi des gens qui disent que ce n'est pas un dogme, et que la vie suit son cours ailleurs. Nous ne voulons pas supprimer cet article, mais nous voulons parler davantage de la neutralité de la Géorgie — pas contre l'Europe, ni contre la Russie, ni contre la Chine, ni contre aucun autre pays. Nous voulons faire de cette option une véritable option politique vivante, en Géorgie et dans tout le Caucase du Sud.

Au fait, juste pour information, nous prévoyons en novembre ici en Géorgie une rencontre avec des milieux académiques. Des gens qui réfléchissent et écrivent sur la neutralité en Europe et dans d'autres régions du monde, chacun avec ses points de vue et ses positions. Nous voulons discuter avec ces chercheurs de la manière dont on pourrait rendre cela possible pour la Géorgie. Autrement dit, quel chemin, quelle orientation économique et politique conviendrait le mieux à des pays neutres du Caucase du Sud, et ainsi de suite. Donc, notre objectif n'est pas de supprimer cet article de la Constitution, mais de créer en Géorgie un climat politique qui permette de construire, avec d'autres partis, une coopération économique et politique diversifiée.

Alors, cet article n'est pas un obstacle, si nous permettons que cette coopération soit multilatérale. Cet article n'interdit pas que nous exprimions notre opinion publiquement, ni que nous échangions ouvertement avec d'autres partis et d'autres pays — je parle bien de ces partis et de ces personnes. Mais en ce qui concerne les institutions de l'État, elles, doivent respecter cet article de la Constitution. Oui, cela leur lie les mains, et les empêche de mobiliser pleinement leurs efforts et leurs capacités pour que nous puissions construire une relation multilatérale entre la Géorgie, l'Asie centrale et d'autres pays.

#Pascal

C'est très intéressant, parce que toi, ou plutôt vous, partez de l'idée que vous voulez construire une neutralité pragmatique, qui se définit surtout comme une approche économique à plusieurs vecteurs. Mais il ne s'agit pas forcément de changer la Constitution à tout prix, plutôt d'agir de manière pragmatique en fonction du contexte.

#Guest

Il n'y a plus d'obstacles sur cette voie maintenant. D'ailleurs, je peux dire que l'accord de libre-échange avec la Chine a été conclu sur la base de cet article de la Constitution. Cette différence entre la Géorgie et la Chine, concernant le libre-échange et tout le reste, est apparue après ce qui était inscrit dans cet article de la Constitution. C'était il y a environ trois ou quatre ans, quand l'accord de libre-échange entre la Géorgie et la Chine a été signé.

#Pascal

Cet article me surprend vraiment, parce qu'il dit, mot pour mot, que les institutions constitutionnelles de l'État doivent prendre toutes les mesures qui relèvent de leurs compétences pour garantir que la Géorgie soit intégrée, pleinement intégrée, à l'Union européenne et à l'alliance nord-atlantique, donc à l'OTAN. C'est donc un article très fort, tel qu'il est formulé en ce moment.

#Guest

Oui, et je veux aussi donner une information aux téléspectateurs : un article exactement comme celui-là a été intégré à la Constitution de l'Ukraine en deux mille sept, puis, il y a deux ans, en Moldavie. C'est donc ce fameux axe Baltique–Pologne–Ukraine–Moldavie–Géorgie. Mais ce qui est intéressant, c'est que...

#Pascal

Ce qui est intéressant, c'est que cet article a été inscrit dans la Constitution sous le gouvernement qu'on accuse aujourd'hui d'être anti-Union européenne, anti-OTAN et pro-russe. C'est bien le même gouvernement, non ?

#Guest

Exactement, c'est le même gouvernement. Mais à l'époque, ce gouvernement-là... eh bien, il était dirigé depuis plusieurs ambassades. Et aussi depuis Bruxelles – ils dépendaient beaucoup de Bruxelles.

#Pascal

En fait, l'interprétation du parti actuellement au pouvoir, c'est qu'il a changé. Donc, le parti au gouvernement lui-même a évolué. Et on voit bien que la Géorgie aussi a changé. Le processus politique, l'idée même de la Géorgie dans le monde, tout ça est en ce moment très fluide.

#Guest

Oui, à mon avis, le parti au pouvoir a beaucoup appris après deux mille vingt, après les élections parlementaires de deux mille vingt. Ils ont vu de leurs propres yeux à quel point ces fondations, cette bureaucratie bruxelloise avec ses missions en Géorgie, peuvent être pleines de double morale et de pur pragmatisme. Qu'ont-ils fait contre le gouvernement, contre les élections géorgiennes, surtout en deux mille vingt-quatre ? Comment financent-ils ces partis extrémistes en Géorgie, ceux qui mènent des affrontements dans les rues ? Cinq fois, ils ont financé une révolution ici, cinq fois. Cinq tentatives de guerre civile et de révolution en Géorgie, que nous avons surmontées au cours des quatre dernières années. Et cela veut dire que le gouvernement a vu de ses propres yeux comment tout cela fonctionne aujourd'hui, dans le monde actuel. Cet ordre mondial, en réalité, a été pratiquement aboli après la guerre en Ukraine, surtout après la guerre en Ukraine.

Ils sont devenus plus pragmatiques. Ces derniers temps, oui, ils sont clairement plus pragmatiques. Dans l'intérêt de la Géorgie, ils ont tout fait. Mais cette tendance, ce provincialisme éternel des petits pays qui veulent rejoindre une grande et riche communauté, ça, c'est toujours là. Ça veut dire qu'à un certain niveau, le gouvernement géorgien affirme qu'il protège les intérêts du pays, qu'il agit uniquement pour les intérêts géorgiens. Mais en même temps, ils sont très contents quand quelqu'un à Bruxelles dit un petit mot sur la Géorgie, ou quand ça vient des États-Unis. C'est malheureusement comme ça pour les petits pays. L'histoire nous en donne beaucoup d'exemples. Et ce n'est pas propre à la Géorgie, ce n'est pas une question de caractère national. C'est quelque chose de typique des petits pays.

#Pascal

Oui, les petits pays veulent aussi être reconnus, être considérés à leur juste niveau.

#Guest

Ils ont besoin de reconnaissance, et ils cherchent encore un protecteur. En ce moment, on vit une période très favorable, avec une vraie opportunité. Entre ces grandes puissances, qui ont pratiquement la même force, aussi bien militaire qu'économique, c'est le bon moment. Nous avons trouvé une fenêtre, disons sur une vingtaine d'années, pour organiser ici un État neutre. Et je le dis souvent, quand je parle en public : imaginez un peu, si pendant ces trente-cinq années, au lieu de concentrer tous nos efforts sur l'Alliance atlantique et sur l'Union européenne, au lieu d'y consacrer nos ressources financières et intellectuelles, nous avons travaillé à construire la neutralité... Où en serions-nous aujourd'hui ? Je pense qu'on aurait pu faire un grand pas en avant. Oui, si dès le début de notre indépendance, notre concept avait été celui de la neutralité, la situation serait aujourd'hui tout autre, en Géorgie et dans le Caucase du Sud.

#Pascal

C'est agréable d'entendre qu'il y a des gens qui se penchent sur les erreurs du passé et qui essaient d'en tirer des leçons. Je soutiens vraiment cette démarche. Je soutiens aussi beaucoup l'idée de discuter de ce statut neutre et de cet élément fédérateur de la Géorgie. Bidzina, pour les personnes qui aimeraient en savoir plus sur toi, sur le parti ou sur la Géorgie en général, où leur conseillerais-tu d'aller pour lire davantage ?

#Guest

Nous avons notre site web, et aussi nos réseaux sociaux, notre page « Géorgie Unie et Neutre ». Chaque spectateur, chaque personne intéressée peut nous y trouver. Je veux aussi dire, Pascal, que vous faites un travail énorme et remarquable sur ces études de la neutralité. C'est donc une très bonne chose pour tous ceux qui s'intéressent à la neutralité et à des formes de développement alternatives — pas seulement à la guerre ou à une politique agressive, mais à une coopération neutre, économique et politique.

#Pascal

J'espère que la coopération, c'est ce que nous finirons par atteindre, au-delà des frontières géopolitiques. Merci beaucoup pour ces mots chaleureux, Bidzina. On se reverra au plus tard en novembre, pour cette conférence académique. Et bien sûr, nous tiendrons aussi nos spectateurs informés. Bidzina Giorgobiani, un grand merci pour votre temps. Merci beaucoup, vraiment merci.